

HOOFDSTUK IX. — *Controle en toezicht*

Art. 30. Accidentele lozingen in oppervlaktewater worden meegedeeld aan de toezichhoudende ambtenaar. Accidentele lozingen in openbare rioleringen worden meegedeeld aan de toezichhoudende ambtenaar en aan de erkende zuiveringsinstelling.

Art. 31. Het geloosde afvalwater wordt afgevoerd via een controlevoorziening die aan de volgende vereisten voldoet :

- 1° een vlotte monsterneming van het geloosde water mogelijk maken;
- 2° op verzoek of op initiatief van de toezichhoudende ambtenaar het nemen van monsters mogelijk maken naar verhouding van het gemeten debiet van het geloosde afwater, alsook het bewaren ervan;
- 3° vlot toegankelijk zijn, zonder voorafgaande formaliteit;
- 4° geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties biedt inzake waterkwantiteit en -kwaliteit.

Art. 32. De volgende gegevens worden opgenomen in het afvalregister (m.i.v. dierlijke bijproducten) :

- 1° de hoeveelheid opgehaalde afval en de identificatiecode ervan;
- 2° de datum waarop de afval is opgehaald;
- 3° de identiteit van de erkende of geregistreerde vervoerder;
- 4° de methode en de site voor de verwijdering of de valorisatie van de afval of de identiteit van de erkende of geregistreerde ophaler aan wie deze afval is afgestaan.

Art. 33. De exploitant levert het bewijs dat de dierlijke bijproducten worden opgehaald op elk verzoek van de toezichhoudende ambtenaar. Daartoe bewaart de exploitant als bijlage bij het register het bewijs dat de dierlijke bijproducten zijn opgehaald.

Art. 34. In het kader van het beheer van de dierlijke bijproducten uit de inrichting, maakt de exploitant gebruik van de gepaste documenten waarvan het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en de Gewesten na overleg het model hebben vastgelegd met het oog op de traceerbaarheid.

HOOFDSTUK X. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 35. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid :

- 1° is artikel 17 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen;
- 2° is artikel 31 uiterlijk één jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 36. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 509

[2007/200266]

21 DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives à la détention d'équidés

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment ses articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7, § 1^{er}, 8 et 9;

Vu l'avis 41.099/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent à la détention d'équidés visée à la rubrique 01.32 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° nouveau bâtiment ou nouvelle infrastructure : l'installation ou la construction érigée après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les agrandissements ne sont pas visés pour autant qu'ils ne dépassent pas plus de 25 % du bâtiment ou de l'infrastructure précédemment autorisé;

2° effluents : fertilisants organiques, c'est-à-dire les déjections des animaux ou les mélanges, quelles qu'en soient les proportions, de déjections animales et d'autres composants, tels que des litières, même s'ils ont subi une transformation;

3° litière : la paille, les sciures, ou toute autre matière servant à recouvrir le sol des enclos ou de tout autre lieu d'hébergement des animaux;

4° enclos : l'espace à ciel ouvert et clôturé, à l'exception des prairies de pâturage;

5° jus d'écoulement : les liquides, à l'exception du purin, s'échappant par ruissellement de l'aire ou du réservoir où ils sont produits ou stockés. Les eaux pluviales ne sont pas considérées comme des jus d'écoulement;

6° eaux de cour : les eaux issues des aires en dur, souillées occasionnellement par des animaux lors de leur passage et par les engins agricoles lors de leur manœuvre, à l'exclusion de toute aire de stockage proprement dite;

7° établissement existant : l'établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que l'établissement dont la demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. § 1^{er}. Tout nouveau bâtiment ou toute nouvelle infrastructure d'hébergement d'animaux ne peut être implanté à moins de :

1° 20 mètres d'une eau de surface, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public;

2° 20 mètres d'une habitation de tiers lorsque le nombre d'équidés hébergés dans ce bâtiment ou dans cette infrastructure est inférieur ou égal à 50;

3° 50 mètres d'une habitation de tiers lorsque le nombre d'équidés hébergés dans ce bâtiment ou dans cette infrastructure est supérieur à 50.

Art. 4. Les sols des bâtiments ou des infrastructures d'hébergement d'animaux sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

Art. 5. Les installations de nourrissage telles que notamment les mangeoires, les auges ou les abreuvoirs sont en matériaux durables et facilement lavables.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 6. S'il y a présence d'une litière, celle-ci est saine et d'une épaisseur suffisante pour absorber les effluents.

Art. 7. Les mesures nécessaires et efficaces sont prises pour éviter l'apparition de vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs. Ces mesures sont notamment l'utilisation de produits de lutte agréés, de pièges ou poisons autorisés pour les rongeurs, le maintien des stocks de farines et d'autres aliments dans des conditions saines, leur protection par des dispositifs tels que de fins grillages, des moustiquaires, des dispositifs insecticides électriques ou de tout autre système équivalent.

Art. 8. Les produits pouvant présenter un danger pour l'homme et l'environnement tels que les produits corrosifs, inflammables, toxiques, les pesticides, les produits de lutte contre la vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs, de même que les produits de nettoyage, de soin aux animaux et de désinfection sont stockés dans des endroits réservés à cet usage.

Art. 9. Les aliments sont entreposés dans des endroits réservés à cet usage ou dans des silos.

Art. 10. Des dispositions sont prises pour empêcher les animaux de s'échapper.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 11. Dans l'établissement, les accès aux extincteurs et aux dévidoirs sont en permanence dégagés.

Art. 12. La hauteur, le type, les dimensions et l'écartement des piquets, l'écartement des fils ou les dimensions des grillages des clôtures des enclos et des prairies sont adaptés au type d'animal.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 13. Tout rejet direct ou indirect d'effluents et de jus d'écoulement ainsi que d'eaux usées autres que domestiques et pluviales dans le sous-sol, dans un égout public, dans une eau de surface ou dans une voie d'écoulement des eaux pluviales est interdit.

Art. 14. § 1^{er}. Les eaux de toiture sont recueillies par un système de gouttière.

§ 2. Les eaux de toiture recueillies sont dirigées vers une citerne, un puits perdant, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou des eaux de surface.

CHAPITRE VI. — *Air*

Art. 15. L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour limiter les émissions olfactives et de poussières provenant des bâtiments ou des infrastructures d'hébergement d'animaux ou des installations annexes.

CHAPITRE VII. — *Gestion des déchets*

Section 1^{re}. — Effluents

Art. 16. § 1^{er}. A défaut d'une valorisation par l'exploitant, les effluents sont soumis à un contrat de valorisation ou repris par un collecteur enregistré.

§ 2. L'exploitant établit un registre dans lequel il indique pour chaque opération d'évacuation d'effluents les informations suivantes :

1° la date de l'enlèvement;

2° la quantité enlevée en t ou en m³;

3° le type de filière d'évacuation;

4° le nom de la personne procédant à l'évacuation;

5° la destination des effluents.

Section 2. — Déchets animaux

Art. 17. Tout lieu de stockage de cadavres d'animaux ne peut être situé à moins de 10 mètres d'une eau de surface, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public et à moins de 20 mètres d'une habitation de tiers.

Art. 18. Dans l'attente de son enlèvement, le cadavre de l'animal est conservé sur une aire d'entreposage ou au minimum sous bâche et dans un endroit facilement accessible aux seules personnes autorisées par l'exploitant.

Art. 19. L'exploitant tient les relevés des enlèvements de cadavres d'animaux fournis par le collecteur agréé.

CHAPITRE VIII. — *Contrôle et surveillance*

Art. 20. Les registres visés aux articles 16, § 2, et 19 sont conservés au siège d'exploitation pendant cinq ans et sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 21. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 4 et 12 s'appliquent aux établissements existants au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 22. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 509

[2007/200266]

21. DEZEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten und sektorbezogenen Bedingungen für die Haltung von Equiden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, § 2 und § 3, 7, § 1, 8 und 9;

Aufgrund des am 26. September 2006 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 41.099/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Definitionen*

Artikel 1 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die Haltung von Equiden gemäß der Rubrik 01.32 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1^o neues Gebäude oder neue Infrastruktur: die (das) nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses errichtete Anlage (Gebäude). Vergrößerungen sind nicht betroffen, solange sie nicht mehr als 25% des vorherig erlaubten Gebäudes oder der vorherig erlaubten Infrastruktur übertreffen;

2^o tierische Ausscheidungen: organische Düngemittel, d.h. tierische Ausscheidungen oder eine Mischung (unabhängig von den Proportionen) aus tierischen Ausscheidungen und anderen Bestandteilen, wie zum Beispiel Einstreu, auch in verarbeiteter Form;

3^o Einstreu: Stroh, Sägemehl, oder jeder andere Stoff zur Bedeckung des Bodens der eingezäunten Flächen oder der Räume, die zur Unterbringung der Tiere dienen;

4^o Gehege: die nicht überdachte, einzäunte Fläche, außer den Weidewiesen;

5^o Sickersaft: die Flüssigkeit, mit Ausnahme der Jauche, die von der Fläche oder dem Behälter, wo sie erzeugt oder gelagert wird, absickert. Das Regenwasser wird nicht als Sickersaft gewertet;

6^o Hofwasser: Abwasser, das aus harten Flächen abfließt, die gelegentlich durch vorbeilaufende Tiere oder manövrierende landwirtschaftliche Arbeitsmaschinen verschmutzt werden können, mit Ausnahme jeglicher Lagerflächen;

7^o bereits bestehender Betrieb: ein Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen war, sowie ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

KAPITEL II — *Aufstellung und Bau*

Art. 3 - Die Niederlassung eines neuen Gebäudes oder einer neuen Infrastruktur zur Unterbringung von Tieren darf nicht in einem Abstand von weniger als:

1^o 20 Metern von einem Oberflächenwasser, einer Wasserentnahmestelle, einem Piezometer, einer Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation,

2^o 20 Metern von einer Wohnung von Drittpersonen, wenn die Anzahl der in diesem Gebäude oder Infrastruktur untergebrachten Equiden höchstens 50 beträgt,

3^o 50 Metern von einer Wohnung von Drittpersonen, wenn die Anzahl der in diesem Gebäude oder Infrastruktur untergebrachten Equiden mehr als 50 beträgt, stattfinden.

Art. 4 - Die Böden der Gebäude und der Infrastrukturen zur Unterbringung von Tieren sind so anzulegen, dass ein unkontrolliertes Eindringen von Abflusswasser oder Regenwasser von den Dächern verhindert wird.

Art. 5 - Futteranlagen wie z.B. Futternäpfe, Tröge oder Tränken sind aus fäulnissicheren und leicht waschbaren Werkstoffen.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 6 - Wenn eine Einstreu vorhanden ist, ist diese gesund und dick genug, um die tierischen Ausscheidungen zu absorbieren.

Art. 7 - Es werden geeignete und effiziente Maßnahmen getroffen, um das Vorkommen von Ungeziefer sowie die Vermehrung von Insekten und Nagetieren zu verhindern. Es handelt sich insbesondere um folgende Maßnahmen: die Benutzung von zugelassenen Bekämpfungsmitteln, Fallen oder Giften für Nagetiere, die Lagerung von Mehl und sonstigen Futtermitteln unter hygienisch einwandfreien Umständen, der Schutz dieser Lager durch geeignete Mittel wie z.B. dünne Gitter, Netze, elektrische Insektentöter oder gleichwertige Systeme.

Art. 8 - Die Produkte, die eine Gefahr für Mensch und Umwelt darstellen können, wie z.B. ätzende, entzündbare oder giftige Stoffe, Pestizide, Ungeziefer-, Insekten und Nagetierbekämpfungsmittel, sowie die Reinigungsmittel, Tierpflegemittel und Desinfektionsmittel werden an zu diesem Zweck vorbehaltenen Orten gelagert.

Art. 9 - Futtermittel sind in spezifisch dazu bestimmten Räumen oder in Silos zu lagern.

Art. 10 - Maßnahmen werden getroffen, um zu verhindern, dass die Tiere entlaufen.

KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

Art. 11 - Innerhalb des Betriebs sind die Feuerlöscher und Feuerwehrschauchhaspeln stets zugänglich.

Art. 12 - Die Höhe, die Art, die Abmessungen und der Abstand zwischen den Pfählen, der Abstand zwischen den Drähten oder die Gitterabmessungen der Umzäunungen hängen von der Tierkategorie ab.

KAPITEL V — *Wasser*

Art. 13 - Alle Formen des direkten oder indirekten Ableitens der tierischen Ausscheidungen und der Sickersäfte sowie von Abwasser (mit Ausnahme des Haushaltsabwassers und Regenwassers) in den Untergrund, in eine öffentliche Kanalisation, in Oberflächengewässer oder in eine Regenwasser-Abflussleitung sind untersagt.

Art. 14 - § 1. Das Dachwasser wird durch ein System von Dachrinnen gesammelt.

§ 2. Das Dachwasser wird in eine Zisterne, Sickergrube, Sickerleitung, in künstliche Abflusswege oder Oberflächengewässer abgeleitet.

KAPITEL VI — *Luft*

Art. 15 - Der Betreiber führt die notwendigen Maßnahmen durch, damit die Gerüche und Staubemissionen aus den Gebäuden oder den Infrastrukturen, in denen Tiere untergebracht werden, oder den Nebenanlagen auf ein Mindestmaß beschränkt werden.

KAPITEL VII — *Abfallwirtschaft*

Abschnitt 1 — Tierische Ausscheidungen

Art. 16 - § 1. Wenn die tierischen Ausscheidungen nicht vom Betreiber selbst verwertet werden, werden sie einem Aufwertungsvertrag unterworfen oder von einem registrierten Sammler übernommen.

§ 2. Der Betreiber führt ein Register, in dem er für jede Entsorgung von tierischen Ausscheidungen die folgenden Informationen angibt:

- 1° das Datum der Abfuhr;
- 2° die abgeführte Menge in t oder m³;
- 3° den Entsorgungsweg;
- 4° den Namen der Person, die die Entsorgung vornimmt;
- 5° die Bestimmung der tierischen Ausscheidungen.

Abschnitt 2 — Tierische Abfälle

Art. 17 - Es dürfen keine Tierkadaver in einem Abstand von weniger als 10 Metern von einem Oberflächenwasser, einer Wasserentnahmestelle, einem Piezometer, einer Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation, und von weniger als 20 Metern von der Wohnung einer Drittperson gelagert werden.

Art. 18 - Bis das Tierkadaver abgeholt wird, wird es auf einer Lagerfläche oder mindestens unter einer Plane und an einer Stelle, die nur den vom Betreiber zugelassenen Personen leicht zugänglich ist, aufbewahrt.

Art. 19 - Der Betreiber bewahrt die durch den zugelassenen Sammler gelieferten Verzeichnisse der Abholungen von Tierkadavern.

KAPITEL VIII — *Kontrolle und Überwachung*

Art. 20 - Die in Artikel 16 § 2 und 19 erwähnten Verzeichnisse werden während fünf Jahren am Betriebssitz aufbewahrt, und dem Aufsichtsbeamten zur Verfügung gehalten.

KAPITEL IX — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 21 - Der vorliegende Erlass findet auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Artikel 4 und 12 spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 22 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Dezember 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 509

[2007/200266]

21 DECEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale en sectorale voorwaarden betreffende het houden van paardachtigen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, §§ 2 en 3, 7, § 1, 8 en 9;

Gelet op het advies 41.099/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op het houden van paardachtigen zoals bedoeld in de rubriek 01.32 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° nieuw gebouw of nieuwe infrastructuur : installatie of bouw uitgevoerd na de inwerkingtreding van dit besluit. Dit besluit is niet van toepassing op uitbreidingen onder 25 % van de voorheen vergunde bouw of infrastructuur;

2° dierlijke mest : organische meststoffen, namelijk dierlijke uitwerpselen of mengsels, ongeacht de verhoudingen, van dierlijke uitwerpselen en andere bestanddelen zoals stalstro, zelfs na verwerking;

3° stalstro : stro, zaagsel of elke andere stof ter bedekking van de bodem van omheinde ruimten of van elke andere plaats waar dieren ondergebracht worden;

4° omheinde ruimte : afgesloten ruimte in de openlucht, met inbegrip van de loopruimten, weilanden uitgezonderd;

5° afvloeisel : vloeistoffen, met uitzondering van aalt, die wegsijpelen uit de ruimte of uit de tank waar zij geproduceerd of opgeslagen worden; regenwater wordt niet als afvloeisel beschouwd;

6° hofwater : water afkomstig van verharde ruimten die tijdens de doorgang van de dieren en de bediening van landbouwvoertuigen bezoeid worden, met uitzondering van elke eigenlijke opslagplaats;

7° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit, alsook inrichting waarvoor de vergunningaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend.

HOOFDSTUK II. — Vestiging en bouw

Art. 3. Nieuwe gebouwen of infrastructuren voor het onderbrengen van dieren bevinden zich op minder dan :

1° 20 meter van een oppervlaktewater, een waterwinvoorziening, een piëzometer, een toegangspunt van een openbare riolering;

2° 20 meter van een woning van derden indien 50 paardachtigen of minder in het gebouw of in de infrastructuur ondergebracht zijn;

3° 50 meter van een woning van derden indien meer dan 50 paardachtigen in het gebouw of in de infrastructuur ondergebracht zijn.

Art. 4. De vloerbedekkingen van de gebouwen en infrastructuren voor de huisvesting van dieren worden ingericht zodat geen afvloeiend water of dakwater kan binnensijpelen.

Art. 5. De voederinstallaties, zoals troggen, voeder- of drinkbakken, zijn vervaardigd uit duurzame en vlot wasbare materialen.

HOOFDSTUK III. — Exploitatie

Art. 6. Stalstro is in voorkomend geval gezond en dik genoeg om de dierlijke mest te absorberen.

Art. 7. De nodige efficiënte maatregelen worden genomen tegen ongedierte, insecten en knaagdieren, o.a. het gebruik van erkende bestrijdingsmiddelen, van toegelaten vallen of giften voor knaagdieren, het behoud van de opslagen van meel en ander voeder in gezonde omstandigheden, de bescherming ervan met voorzieningen zoals dunne afrasteringen, klamboes, elektrische insectenverdelgers of elk ander gelijkwaardig systeem.

Art. 8. Producten die een gevaar inhouden voor de mens en het milieu, zoals bijtende, ontvlambare, giftige producten, pesticiden, producten ter bestrijding van ongedierte, insecten en knaagdieren, alsmede reinigingsproducten, dierenzorg- en ontsmettingsproducten worden opgeslagen in daartoe bestemde plaatsen.

Art. 9. Voedingsmiddelen worden in specifieke ruimten of in silo's opgeslagen.

Art. 10. De nodige efficiënte maatregelen worden genomen om ontsnapping van de dieren te voorkomen.

HOOFDSTUK IV. — Ongevallen- en brandpreventie

Art. 11. Binnen de inrichting zijn de toegangen tot de blussers en haspels voortdurend ontruimd.

Art. 12. De hoogte, het type, de afmetingen en de breedte van de palen, de breedte van de draden of de afmetingen van de afrasteringen van de loopruimten en weilanden worden aan het soort dier aangepast.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 13. Het is verboden rechtstreeks of onrechtstreeks dierlijke mest, afvloeisels en ander afvalwater dan huishoudelijk en regenwater te lozen in de ondergrond, een openbare riolering, een oppervlaktewater of een afvoer voor regenwater.

Art. 14. § 1. Dakwater wordt door een gootsysteem opgevangen.

§ 2. Het opgevangen dakwater wordt afgevoerd naar een regenput, een verliesput, draineerbuizen, kunstmatige afvoerwegen of oppervlaktewateren.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht*

Art. 15. De exploitant gebruikt de nodige middelen ter beperking van de uitstoot van geuren en stoffen uit de gebouwen of infrastructuur voor de huisvesting van dieren of uit de bijhorende installaties.

HOOFDSTUK VII. — *Afvalbeheer**Afdeling 1. — Dierlijke mest*

Art. 16. § 1. Bij gebrek aan een valorisatie door de exploitant wordt de dierlijke mest aan een valorisatiecontract onderworpen of door een geregistreerde ophaler overgenomen.

§ 2. De exploitant maakt een register op waarin hij voor elke handeling tot afvoer van dierlijke mest de volgende gegevens vermeldt :

- 1° de ophaaldatum;
- 2° de opgehaalde hoeveelheid in t of in m³;
- 3° het soort afvoerkanaal;
- 4° de naam van de afvoerder;
- 5° de bestemming van de dierlijke mest.

Afdeling 2. — Dierlijke afval

Art. 17. Elke opslagplaats voor krenge mag niet gelegen zijn op minder dan 10 meter van een oppervlaktewater, een waterwinvoorziening, een piëzometer, een ingangspunt van een openbare riolering en op minder dan 20 meter van een woning van derden.

Art. 18. Het krenge wordt in afwachting van zijn verwijdering op een voor de door de exploitant gemachtigde personen vlot toegankelijke plaats in een opslagruimte of ten minste onder een dekzeil bewaard.

Art. 19. De exploitant bewaart de door de erkende ophaler overgemaakte lijsten van opgehaalde krenge.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle en toezicht*

Art. 20. De in de artikelen 16, § 2, en 19 bedoelde registers worden gedurende vijf jaar op de exploitatiezetel bewaard en ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en slothepalingen*

Art. 21. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen.

In afwijking van het eerste lid zijn de artikelen 4 en 12 uiterlijk een jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Art. 22. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 december 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 510

[2007/200264]

21 DECEMBRE 2006. — Arrêté déterminant les conditions intégrales relatives aux terrains de camping d'une capacité inférieure à 50 emplacements

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment ses articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7, § 1^{er}, 8 et 9;

Vu l'avis 41.166/4 du Conseil d'Etat donné le 26 septembre 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux terrains de camping d'une capacité inférieure à 50 emplacements visés par la rubrique 55.22.01 de l'annexe I^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° camping à la ferme : le camping touristique organisé par un exploitant agricole sur un terrain dépendant de son exploitation et n'accueillant aucune caravane de type résidentiel;

2° terrain de camping à la ferme : le terrain de camping touristique utilisé pour la pratique du camping à la ferme;